

# La France paie aujourd'hui le prix de **trois décennies** de renoncements.

*L'endettement est devenu structurellement insoutenable. La charge de la dette est devenue le premier poste budgétaire de l'État, devant la défense, la justice, la sécurité intérieure. L'économie réelle est en détresse, le système de santé cède en silence, la pression fiscale est sans équivalent dans l'OCDE, l'appareil administratif est hors de contrôle, et la prochaine génération paiera ce que la précédente n'a pas voulu arbitrer.*

## ENDETTEMENT

**3 300** milliards €

Dette publique brute, soit 113 pour cent du produit intérieur brut. Trajectoire vers 4 000 milliards d'euros sans réforme structurelle.

## DÉFICIT CHRONIQUE

**152,5** milliards €/an

Déficit public 2025 (Insee, comptes nationaux des administrations publiques, 27 mars 2026).

## CHARGE DE LA DETTE

**2<sup>e</sup>** poste de l'État

Devant la défense, la justice et la sécurité intérieure. Premier poste à horizon prévisible.

## PRESSION FISCALE

**45,4** % du PIB

Prélèvements obligatoires français, l'un des plus élevés de l'OCDE. Sans équivalent dans les pays comparables.

## APPAREIL ADMINISTRATIF

**1 494** agences satellites

Identifiées par le rapport sénatorial n° 807 du 3 juillet 2025 (Barros-Lavarde). 831 non publiquement communicables.

## COMPLEXITÉ NORMATIVE

**~400 000** normes

Le pays s'étouffe sous l'inflation législative et réglementaire. 69 codes juridiques en vigueur.

## LE CHOIX DÉMOCRATIQUE

La France n'a plus le choix entre réformer et ne rien faire. **Elle a le choix entre réformer dans la souveraineté ou subir la réforme imposée par les marchés financiers ou par la rue.** Le Plan de Rupture est la contribution citoyenne à ce choix démocratique, offerte à toutes les bonnes volontés.

# PLAN DE RUPTURE

Sept dossiers, environ 2 500 pages de documentation rigoureusement sourcée, offerts à toutes les bonnes volontés pour redresser la France démocratiquement.

## 310 à 360

milliards d'euros par an d'économies documentées, à l'horizon d'un mandat présidentiel

**7**

DOSSIERS  
COMPLETS

**~2**

**500**

PAGES  
SOURCÉES

**1 494**

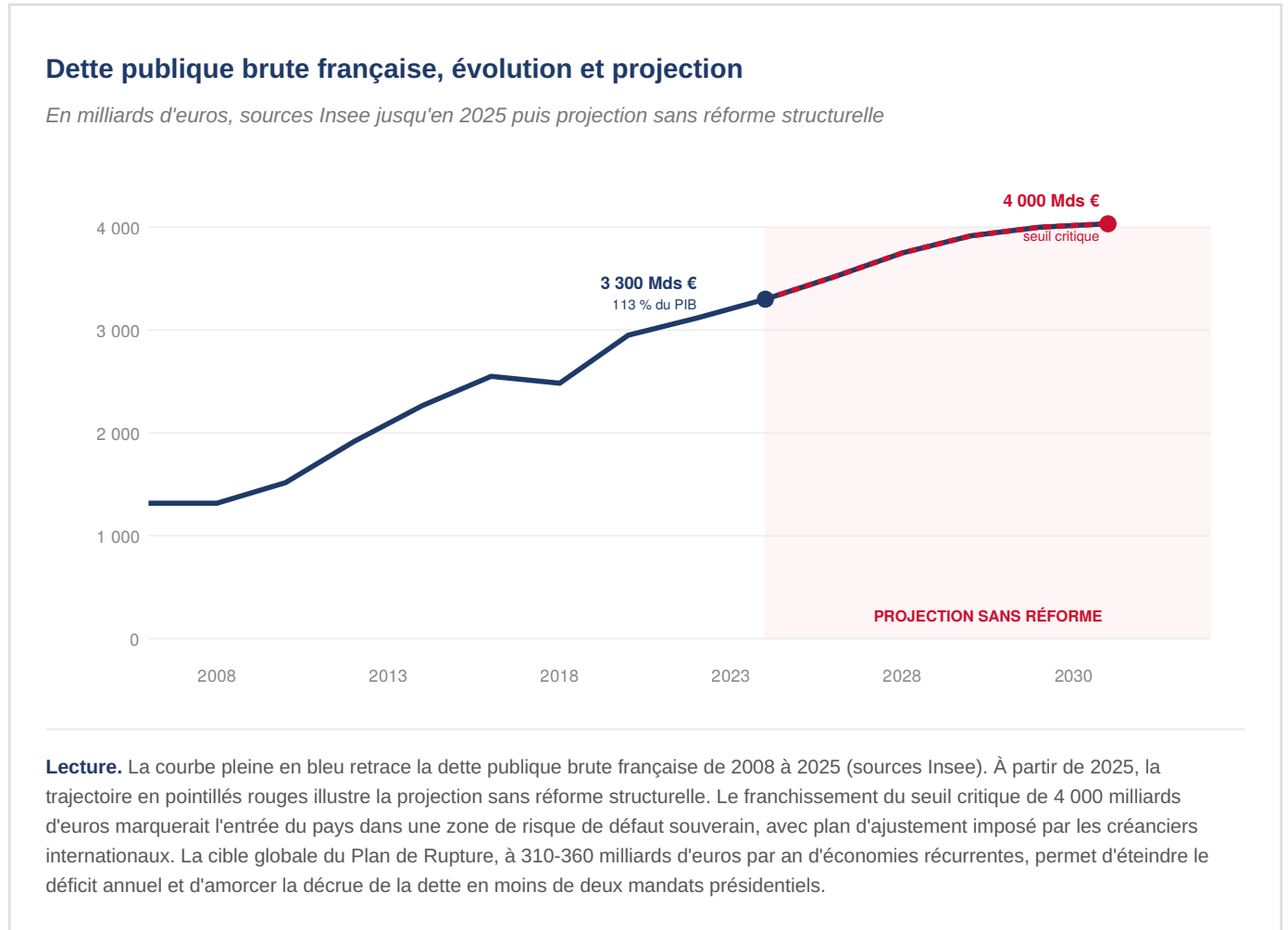
AGENCES AU  
CRIBLE

**159**

RÉFORMES

# La dette publique française, hors contrôle

L'endettement public français a doublé en quinze ans. La trajectoire actuelle, sans réforme structurelle, conduit à un franchissement du seuil des 4 000 milliards d'euros à horizon 2030, au-delà duquel les agences de notation considèrent un pays en risque de défaut souverain.



**+150 %**  
CROISSANCE DETTE EN 15 ANS

**~60 Mds €**  
CHARGE ANNUELLE DE LA DETTE

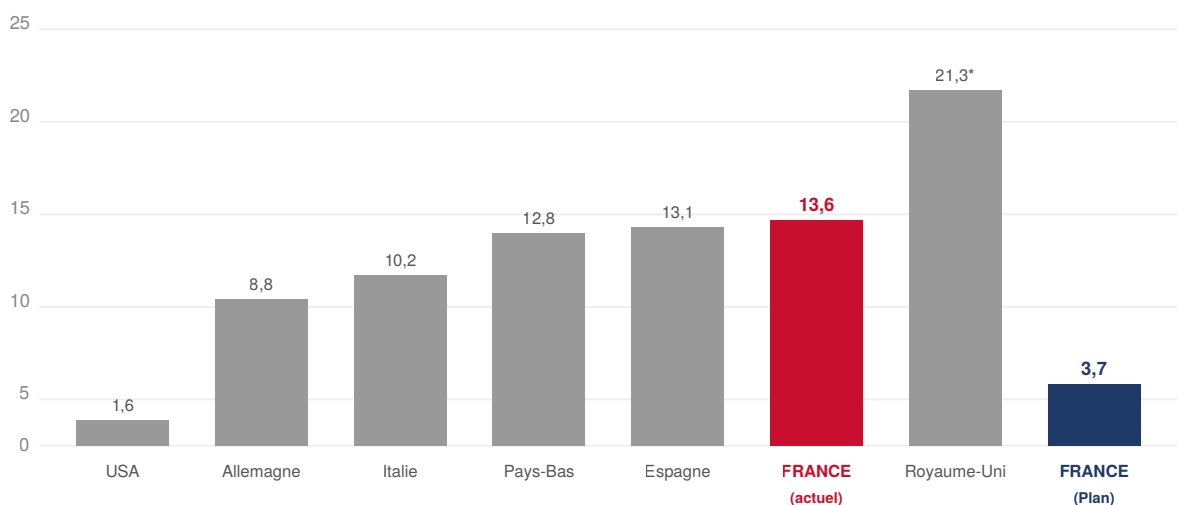
**2030**  
ÉCHÉANCE CRITIQUE SANS RÉFORME

# La France est-elle vraiment sous-représentée ?

La France compte aujourd'hui 577 députés et 348 sénateurs, soit 925 parlementaires nationaux. À ce nombre s'ajoutent 1 758 conseillers régionaux, environ 4 000 conseillers départementaux et 519 000 élus locaux. Comparée aux grandes démocraties européennes, la France apparaît surreprésentée par rapport à sa population.

## Nombre de parlementaires par million d'habitants

Comparaisons internationales, source Inter-Parliamentary Union, statistiques officielles



**Lecture.** En rouge, la France actuelle avec 13,6 parlementaires par million d'habitants, parmi les plus élevés de l'OCDE. En bleu, la cible du Plan de Rupture après réduction à 125 députés et 125 sénateurs (article 24 modifié de la Constitution), soit 3,7 parlementaires par million d'habitants, soit le niveau des États-Unis. Le Royaume-Uni est marqué d'un astérisque, la Chambre des Lords comptant des membres héréditaires non élus.

**925**

PARLEMENTAIRES ACTUELS

**250**

PROPOSÉS PAR LE PLAN

**2,45 Mds €**

ÉCONOMIE ANNUELLE  
PARLEMENTAIRE

# 11 catégories thématiques, 159 mesures

Le Plan de Rupture rassemble les leviers structurels d'économies budgétaires et de souveraineté nationale, organisés en onze catégories. Sources mobilisées : rapport sénatorial n° 807 (commission Barros-Lavarde), Cour des comptes, Insee, Drees, Légifrance.

CIBLE GLOBALE CONSOLIDÉE, APRÈS DÉDUPLICATION

## 310 à 360 milliards d'euros par an

à l'horizon d'un mandat présidentiel, sans hausse d'impôt, sans licenciement sec

### 01 Institutions et représentation politique

4 à 6 milliards €/an

Réduction du nombre d'élus, transparence, suppression du CESE et des CESER.

*125 députés, 125 sénateurs, fin du cumul des mandats*

### 02 Structures administratives

40 à 60 milliards €/an

Suppression de l'échelon régional et des intercommunalités, nettoyage législatif.

*Aucun licenciement sec, mobilité interne accompagnée*

### 03 Agences et opérateurs de l'État

40 à 77 milliards €/an

1 494 entités triées en 4 catégories (garder, fusionner, réintégrer, supprimer).

*Modèles ASNR, Manufactures, RMN-Grand Palais*

### 04 Justice

2 à 4 milliards €/an

Déploiement de l'IA dans les 165 tribunaux, déjudiciarisation des contentieux simples.

*Intervention humaine obligatoire en décision défavorable*

### 05 Santé

8 à 15 milliards €/an

Réorganisation hospitalière, IA au service des soignants, dépassements d'honoraires.

*Plus de soignants, moins d'administratif*

### 06 Fiscalité et prélèvements

50 à 100 milliards €/an

Plafonnement constitutionnel à 50 %, lutte contre la fraude par IA, réforme du CIR.

*Baisse de pression fiscale, hausse du rendement*

### 07 Énergie, carburants, souveraineté

5 à 10 milliards €/an

Sortie ARENH, nucléaire 4e génération, renationalisation autoroutes, -20 cts/L carburants.

*Souveraineté énergétique reconquise*

### 08 Agriculture, industrie, économie

30 à 50 milliards €/an

Conditionnalité des aides aux grandes entreprises, simplification, label fait maison.

*Engagement décennal des diplômés grandes écoles*

### 09 Souveraineté numérique et IA

46 à 80 milliards €/an

Architecture IA souveraine SecNumCloud ANSSI, formation 2,4 millions d'agents.

*Réversibilité contractuelle 12 mois entre éditeurs*

### 10 Équilibre budgétaire constitutionnel

Cadre contraignant

Constitutionnalisation de l'équilibre (modèle suisse, allemand), 8 révisions.

*Bilan public à mi-mandat au Congrès à Versailles*

### 11 Aides sociales, transparence

15 à 30 milliards €/an

Anti-fraude par IA, plateforme de transparence, financement public des syndicats.

*Carte Citoyenne Universelle, aides en nature*

### Σ Note méthodologique

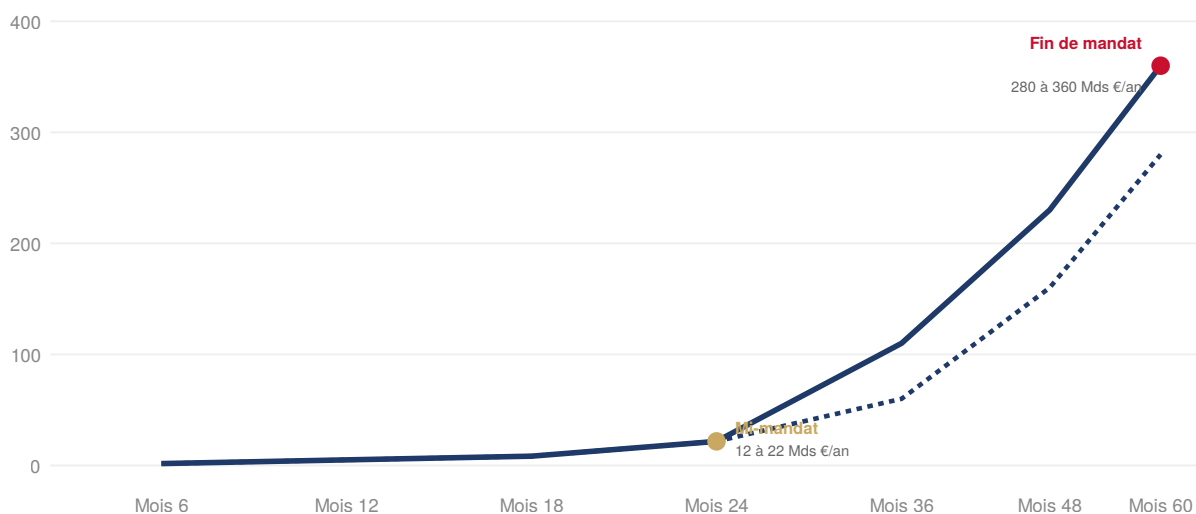
La somme arithmétique brute des catégories dépasse la cible globale. Des recoupements existent entre dossier fondateur et complémentaires. La cible consolidée 310-360 milliards/an élimine les doubles comptes.

# Une montée en charge progressive sur 60 mois

Le Plan de Rupture ne promet pas l'atteinte immédiate de sa cible. Il décrit une trajectoire progressive et auditée, sur la durée d'un mandat présidentiel. À mi-mandat (24 mois), les premiers résultats tangibles dépassent 12 milliards d'euros par an. À la fin du mandat (60 mois), la cible globale est atteinte.

## Trajectoire annuelle des économies cumulées

En milliards d'euros par an, fourchette basse et haute, sur 60 mois (5 années)



**Lecture.** La courbe pleine et la courbe pointillée bornent la fourchette des économies annuelles cumulées, telle que documentée par le Plan de Rupture. La zone bleu clair correspond à l'incertitude méthodologique entre estimation prudente et estimation ambitieuse. Le franchissement du seuil du déficit public actuel (152,5 milliards d'euros par an, source Insee) intervient entre le mois 36 et le mois 42 selon le scénario retenu.

### Mois 36

DÉFICIT PUBLIC ÉTEINT

### Mois 48

PREMIERS EXCÉDENTS  
BUDGÉTAIRES

### Mois 60

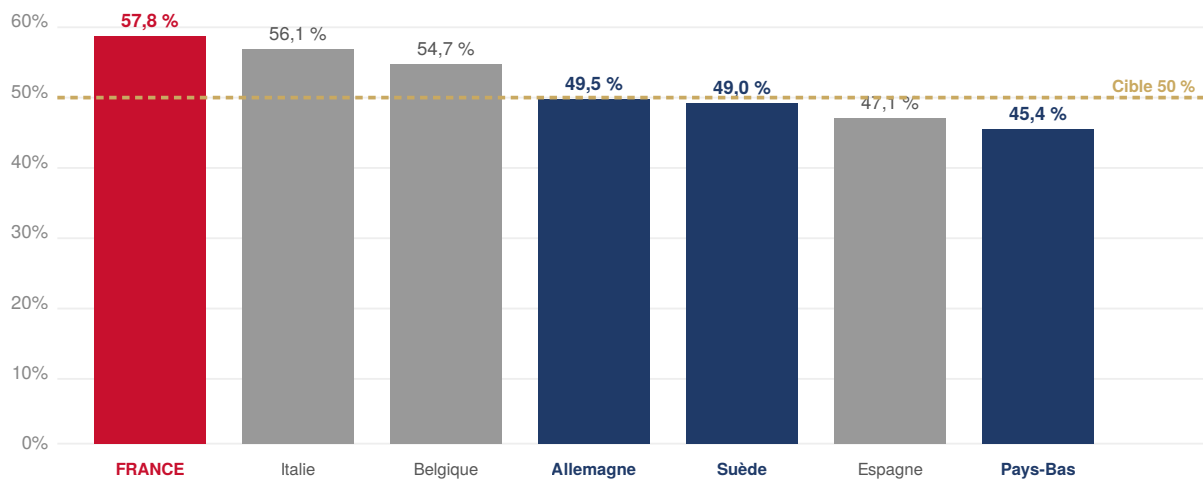
CIBLE GLOBALE ATTEINTE

# Les modèles européens qui fonctionnent

La France n'invente rien. Plusieurs grandes démocraties européennes ont déjà mené des réformes structurelles comparables avec succès, et offrent à la France des modèles éprouvés. Le Plan de Rupture s'appuie systématiquement sur ces précédents documentés, par souci de réalisme et d'humilité méthodologique.

## Dépense publique en pourcentage du PIB, comparaisons internationales

Source Eurostat, statistiques officielles consolidées



**Lecture.** La France est l'État européen dont la dépense publique pèse le plus lourd dans son produit intérieur brut (57,8 %, source Eurostat). L'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas, marqués en bleu, ont structurellement réduit leur dépense publique sans dégrader la protection sociale ni le service public. La ligne pointillée or à 50 % du PIB correspond à la cible de stabilisation du Plan de Rupture, atteignable à horizon de 5 ans, plaçant la France au niveau allemand actuel.

### Allemagne

SCHULDENBREMSE 2009,  
ÉQUILIBRE CONSTITUTIONNEL

### Suisse

FREIN À L'ENDETTEMENT  
RÉFÉRENDAIRE 2001

### Suède

SKATTEVERKET, MODÈLE D'IA  
FISCALE RÉUSSI

# Une démarche citoyenne rigoureuse

Le Plan de Rupture repose sur trois principes méthodologiques intangibles et six garanties non négociables, inscrites dans les textes opérationnels et opposables à toute critique.

## 1. Sourçage rigoureux ligne à ligne

Aucune affirmation sans source publique et vérifiable. Rapport sénatorial n° 807 (commission Barros-Lavarde, 1 494 entités identifiées), Cour des comptes, Insee, Drees, Légifrance, jaunes budgétaires, jurisprudence Conseil constitutionnel et Conseil d'État, inspections générales (IGAS, IGF, IGEDD).

## 2. Présomption d'innocence et anti-diffamation

Aucun qualificatif subjectif sur les personnes physiquement identifiables (responsables politiques, hauts fonctionnaires, dirigeants d'opérateurs). Respect strict de la présomption d'innocence pour toute procédure judiciaire en cours. Aucune liste nominative d'entités privées sans source publique.

## 3. Double registre, technique et pédagogique

Chaque section technique du Plan est doublée d'un encart accessible aux décideurs non spécialistes, expliquant chaque terme et chaque mécanisme comme si l'on s'adressait à un lecteur sans formation préalable.

## LES SIX GARANTIES INTANGIBLES

### GARANTIE 1

#### Aucun licenciement sec

Aucun fonctionnaire titulaire ne perd son emploi. Cinq leviers non coercitifs uniquement.

### GARANTIE 2

#### Aucune privatisation régalienn

Justice, sécurité, défense, éducation, santé publique restent strictement publiques.

### GARANTIE 3

#### Aucune hausse d'impôt

Économies par réduction des dépenses inutiles. Plusieurs propositions baissent la pression fiscale.

### GARANTIE 4

#### Souveraineté numérique

Cloud souverain SecNumCloud ANSSI, clause de réversibilité contractuelle 12 mois.

### GARANTIE 5

#### Contrôle parlementaire

Délégation paritaire 12 députés + 12 sénateurs, audit annuel public Cour des comptes.

### GARANTIE 6

#### Bien commun citoyen

Plan offert gratuitement à toute formation politique. Sans droit d'auteur, sans récupération.

# Les 30 mesures les plus importantes

Parmi les 159 mesures du Plan, voici une sélection des trente leviers les plus structurants par leur impact financier, leur portée institutionnelle ou leur effet symbolique. Pour la liste exhaustive, se reporter au compendium des réformes.

- |                                                                                                           |                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>1</b> <b>Réduction Assemblée nationale</b> à 125 députés, soit 1 par département (1,8 Mds €/an)</p> | <p><b>2</b> <b>Réduction Sénat</b> à 125 sénateurs (650 M€/an)</p>                                        |
| <p><b>3</b> <b>Suppression de l'échelon régional</b> administratif (12 à 18 Mds €/an)</p>                 | <p><b>4</b> <b>Suppression des intercommunalités</b> (EPCI), retour à la commune (15 à 22 Mds €/an)</p>   |
| <p><b>5</b> <b>Suppression des conseillers régionaux</b> (1 758 élus, 350 M€/an)</p>                      | <p><b>6</b> <b>Cabinets ministériels</b> limités à 10 membres (120 M€/an)</p>                             |
| <p><b>7</b> <b>Suppression CESE et CESER</b> (111 M€/an)</p>                                              | <p><b>8</b> <b>Rationalisation 552 agences Cat A</b> (mutualisation, IA, 30,6 à 56,9 Mds €/an)</p>        |
| <p><b>9</b> <b>Fusion 35 grappes d'opérateurs</b> (modèle ASNR, 2,3 à 4,1 Mds €/an)</p>                   | <p><b>10</b> <b>Suppression de l'ADEME</b>, financement direct des aides (525 M€/an)</p>                  |
| <p><b>11</b> <b>Suppression de l'OFB</b>, retour au régalien de proximité (560 M€/an)</p>                 | <p><b>12</b> <b>Suppression de 316 comités Théodule</b> (240 M€/an)</p>                                   |
| <p><b>13</b> <b>Démantèlement de France Télévisions</b> et privatisation par actifs (2,6 Mds €/an)</p>    | <p><b>14</b> <b>Mission interministérielle de nettoyage législatif</b> (8 à 12 Mds €/an)</p>              |
| <p><b>15</b> <b>Déploiement IA dans 165 tribunaux</b> + déjudiciarisation (3 à 6 Mds €/an)</p>            | <p><b>16</b> <b>IA hospitalière</b> (rapport vocal de fin de service, 2,8 Mds €/an)</p>                   |
| <p><b>17</b> <b>Réduction administratif hospitalier</b>, plus de soignants (3,5 Mds €/an)</p>             | <p><b>18</b> <b>Plafonnement constitutionnel prélèvements</b> à 50 % du PIB</p>                           |
| <p><b>19</b> <b>Suppression CIR grandes entreprises</b> (5,5 Mds €/an)</p>                                | <p><b>20</b> <b>Lutte anti-fraude fiscale par IA</b> (modèle HMRC, 20 à 50 Mds €/an)</p>                  |
| <p><b>21</b> <b>Lutte anti-fraude sociale par IA</b> (10 à 20 Mds €/an)</p>                               | <p><b>22</b> <b>Sortie ARENH</b> et renégociation européenne (3 à 5 Mds €/an pour EDF)</p>                |
| <p><b>23</b> <b>Renationalisation autoroutes</b> à l'échéance (2 à 4 Mds €/an)</p>                        | <p><b>24</b> <b>Baisse carburants -20 cts/L</b> immédiate (coût 6 Mds €/an)</p>                           |
| <p><b>25</b> <b>Relance projet Astrid</b>, nucléaire 4e génération</p>                                    | <p><b>26</b> <b>Conditionnalité aides grandes entreprises</b> (30 à 50 Mds €/an)</p>                      |
| <p><b>27</b> <b>Architecture IA souveraine</b> SecNumCloud + Albert API multi-modèles</p>                 | <p><b>28</b> <b>Automatisation 521 000 postes administratifs</b> (départs naturels, 30 à 46 Mds €/an)</p> |
| <p><b>29</b> <b>Constitutionnalisation de l'équilibre budgétaire</b> (modèle suisse, allemand)</p>        | <p><b>30</b> <b>Conditionnalité droits sociaux étrangers non-UE</b> (8 à 15 Mds €/an)</p>                 |

# Les 7 dossiers du Plan

Le Plan de Rupture est constitué de sept dossiers complémentaires, articulés selon une logique cumulative. Tous sont en libre consultation publique.

- 1 Dossier fondateur**  
28 sections thématiques générales et 4 pièces jointes opérationnelles. Document généraliste accessible à tout citoyen et décideur.
- 2 Réforme des 1 494 agences (architecture méthodologique)**  
La méthode de tri en quatre catégories (garder, fusionner, réintégrer, supprimer), appliquée aux opérateurs satellites de l'État.
- 3 Catégorie A, 552 agences à garder et rationaliser**  
Audit du train de vie, plafonnement des rémunérations, mutualisation, IA. 30,6 à 56,9 milliards €/an.
- 4 Catégorie B, 35 grappes de fusion**  
Sur modèles ASNR (2025), Manufactures (2024), RMN-Grand Palais (2011). 2,3 à 4,1 milliards €/an.
- 5 Catégorie C, agences à réintégrer**  
Entités absorbées par leur ministère d'origine. 5 à 12 milliards €/an.
- 6 Catégorie D, suppressions définitives**  
23 opérateurs majeurs (ADEME, OFB, AFITF, ARS, DRAAF) + 316 comités Théodule. 2,5 à 4,4 milliards €/an.
- 7 Annexes opérationnelles**  
Kit de démantèlement, calendrier 24 mois, répertoire juridique, réfutation argumentée des 12 objections.

**PARTAGER** Diffuser cette plaquette autour de soi, dans ses cercles professionnels et familiaux. Les algorithmes ne feront pas ce travail à votre place.

**INTERPELLER** Tagger ses élus, ses parlementaires, les candidats à toute prochaine élection. Exiger des réponses publiques, écrites, du concret.

**EXIGER** Demander que tout programme électoral charge du concret, du sourcé, du chiffré. Plus de slogans, plus de promesses sans calculs.

# Les sept dossiers du Plan

Aucune inscription, aucune contrepartie, aucune récupération exclusive. Chaque dossier est en libre consultation publique, offert à toutes les bonnes volontés.

1

## Dossier fondateur actualisé

Document généraliste de 28 sections thématiques et 4 pièces jointes opérationnelles.

[delta-sierra.com/articles/reforme-etat-dossier.html](https://delta-sierra.com/articles/reforme-etat-dossier.html)

2

## Réforme des 1 494 agences (architecture méthodologique)

La méthode de tri en quatre catégories (garder, fusionner, réintégrer, supprimer).

[delta-sierra.com/articles/reforme-agences.html](https://delta-sierra.com/articles/reforme-agences.html)

3

## Catégorie A, 552 agences à garder et rationaliser

Audit, mutualisation, intelligence artificielle. 30,6 à 56,9 milliards d'euros par an.

[delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-2-souverainete.html](https://delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-2-souverainete.html)

4

## Catégorie B, 35 grappes de fusion

Modèles ASNR, Manufactures, RMN-Grand Palais. 2,3 à 4,1 milliards d'euros par an.

[delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-3-fusion.html](https://delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-3-fusion.html)

5

## Catégorie C, agences à réintégrer dans leurs ministères

Missions légitimes, autonomie juridique injustifiée. 5 à 12 milliards d'euros par an.

[delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-4-reintegration.html](https://delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-4-reintegration.html)

6

## Catégorie D, suppressions définitives

23 opérateurs majeurs (ADEME, OFB, AFITF, ARS, DRAAF) plus 316 comités Théodule. 2,5 à 4,4 milliards d'euros par an.

[delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-5-suppression.html](https://delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-5-suppression.html)

7

## Annexes opérationnelles (kit complet de mise en œuvre)

Kit de démantèlement, calendrier 24 mois, répertoire juridique avec 4 modèles d'amendements parlementaires, réfutation des 12 objections.

[delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-6-kit.html](https://delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-6-kit.html)

CONTRIBUTION CITOYENNE AU DÉBAT DÉMOCRATIQUE

*Il ne nous appartient plus d'être  
**spectateurs du déclin.***

*Il nous appartient de contribuer à  
**redresser la barre démocratiquement,***

*avant que les marchés ou la rue  
ne s'en chargent à notre place.*

---

DAVID SALVAN • COUTANSOUZE, ALLIER

*Plan de Rupture • Bien commun citoyen • Diffusion libre et encouragée*